



**Chaire
Raoul-Dandurand**
en études stratégiques et diplomatiques

*Rapport de synthèse
23 juin 2004*

IRAK : NOUVELLE LÉGITIMITÉ, NOUVEAUX ENJEUX

COLLOQUE ORGANISÉ PAR :

LA CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

AVEC L'APPUI FINANCIER DE :

CENTRE CANADIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL - QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

MONTRÉAL, LE 29 AVRIL 2004

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR
SÉBASTIEN BARTHE
et BENOÎT GAGNON



La Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques est très fière du succès qu'a reçu le colloque *Irak : nouvelle légitimité, nouveaux enjeux*. Cet événement n'aurait pu être possible sans l'appui financier du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, du ministère du Développement économique et régional et recherche du Québec et du ministère de la Défense nationale. Toute l'équipe de la Chaire Raoul-Dandurand tient à remercier chaleureusement ces partenaires.

La tenue de ce colloque a suscité beaucoup d'intérêt auprès du grand public. Plus de soixante participants et participantes ont assisté aux conférences et alimenté les débats. Ces derniers ont été possibles grâce à la présence de conférenciers de qualité.

Le colloque *Irak : nouvelle légitimité, nouveaux enjeux* s'est penché sur ce qui a été, et demeure, un enjeu international important, non seulement pour l'Irak, mais également pour toute la région du Moyen-Orient. La présence américaine en sol irakien engendre des conséquences pour le reste du monde, et notamment pour l'Occident et sa perception des États-Unis. Le Canada n'échappe pas à cette dynamique : il est fondamental pour lui de comprendre ce qui se déroule dans la région moyen-orientale. Pour ces diverses raisons, la Chaire Raoul-Dandurand a proposé d'analyser en profondeur certains thèmes permettant d'apporter plusieurs éclaircissements aux décideurs politiques, aux citoyens, aux universitaires, aux journalistes et aux gens d'affaires.

US FOREIGN POLICY IN THE MIDDLE EAST IN THE CONTEXT OF IRAQ

Bush's Middle East Project : An Interim Assessment

par Michael Hudson

Director, Center for Contemporary Arab Studies, Georgetown University

Selon Michael Hudson, le présent échec de l'intervention américaine en Irak provient des ignorances flagrantes du gouvernement américain face à la région du Moyen-Orient.



Avant que de mauvaises relations s'installent entre le Moyen-Orient et les États-Unis, et que ces derniers deviennent la seule superpuissance, les Américains étaient bien perçus par le monde arabo-musulman : c'était ce que l'on appelle l'âge de l'innocence. Les deux acteurs entretenaient alors de bonnes relations commerciales et les sujets sources de conflits étaient contenus. Le point litigieux majeur était – et est encore – les relations entre Israël et le peuple arabe.

L'Administration Bush n'avait que très peu d'intérêt dans la région moyen-orientale avant les événements du 11 septembre 2001. Les attentats du *World Trade Center* ont provoqué l'ascension des néo-conservateurs qui sont, selon Hudson, des « idéalistes-extrémistes. »

La vision des néo-conservateurs met l'accent sur l'utilisation du concept de puissance. La force militaire est perçue comme un élément essentiel de cette puissance et est considérée comme un outil efficace de politique étrangère. Dans cette perspective, il est alors normal pour les néo-conservateurs d'avoir recours aux moyens militaires pour neutraliser l'ennemi : le terrorisme.

Si l'on affirme que la lutte contre le terrorisme est une guerre, il faut alors considérer qu'il y a plusieurs guerres menées à l'heure actuelle par les Américains. La plus large, au sens de « générale », est celle contre le terrorisme et vise tous ceux qui ont rendu possible les attentats terroristes du 11 septembre. Pour combattre ce type d'ennemis, la réponse militaire n'est pas efficace. En effet, les terroristes fonctionnent en réseau et emploient des tactiques liées à la guerre de réseau (*Netwar*), concept défini par John Arquilla. La notion classique de dissuasion ne peut alors plus fonctionner, et il faut se tourner vers de nouveaux concepts.

Une guerre plus spécifique – localisée – est celle qui a été menée en Afghanistan. Cette guerre a été l'exemple le plus intéressant d'utilisation de la force dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Lors des assauts, les stratèges américains ont fait preuve d'assez de souplesse pour élaborer une stratégie adaptée au cadre d'une guerre contre le terrorisme. Néanmoins, les problèmes en Afghanistan demeurent nombreux et le pays a encore beaucoup à faire pour se sortir de son statut précaire.

La guerre en Irak est un autre conflit spécifique. Contrairement à l'expérience afghane, la guerre en Irak est un véritable échec, surtout si on la considère comme une étape dans la guerre contre le terrorisme. En effet, l'Irak est désormais un nid à terroristes. Au niveau sécuritaire, la situation est on ne peut plus fragile. Au niveau politique, il y a de graves problèmes de gestion de la situation. Cela pousse le pays dans le chaos et donne des forces aux terroristes. Selon Michael Hudson, il y a donc eu une mauvaise analyse de la situation



en Irak, et cela a engendré une crise face à laquelle l'Administration américaine ne sait comment réagir.

Le conflit le plus spécifique selon une grille de lecture américaine est le conflit entre Israël et la Palestine. Il y a un lien très clair entre la situation de guerre contre le terrorisme et le conflit israélo-palestinien. En effet, le fait que les États-Unis supportent Israël engendre un antiaméricanisme prépondérant dans la région du Moyen-Orient ; d'autant plus que cette haine est entretenue par les média de la région.

En fait, si Oussama ben Laden est désigné comme l'ennemi à abattre, il n'est en réalité qu'un élément d'un réseau de réseaux. La stratégie politico-militaire actuelle des États-Unis face au Moyen-Orient est de tenter de faire *tabula rasa* et de reconstruire les sociétés du monde arabo-musulman à partir d'un nouvel environnement. Malheureusement, cette stratégie est risquée et ne tient pas compte des sociétés en place.

La haine des États-Unis se répand comme une traînée de poudre en ce moment au Moyen-Orient et plus précisément en Irak. Cette antipathie, qui se transforme de plus en plus en violence organisée, fait prendre conscience aux dirigeants américains des limites de leur puissance militaire.

Bush's Mideast Policy: The Regional and Global Impact

par Jeremy Pressman

Assistant Professor, Department of Political Science, University of Connecticut

Selon Jeremy Pressman, trois raisons ont poussé l'Administration américaine à intervenir militairement en Irak :

1. L'utilisation de la force par les Américains va nécessairement dissuader les ennemis des États-Unis ;
2. La réforme et la démocratisation de l'Irak seront l'amorce d'une vague de changements libéraux au Moyen-Orient ;
3. Une coalition de volontaires (*Coalition of the Willing*) est la réponse parfaite pour une intervention politico-militaire en Irak.



Ce qui était présupposé avant l'intervention, c'est que les États-Unis étaient menacés par les terroristes et les États qui les supportent. Le pays devait donc se défendre, pour ne pas paraître faible. L'Administration Bush était certaine d'avoir une politique qui était efficace pour faire face au problème irakien. Elle croyait vraiment pouvoir faire reculer le terrorisme et dissuader les États qui appuient le terrorisme de viser les États-Unis.

La question qu'il faut se poser est la suivante : l'intervention américaine en Irak a-t-elle réussi à réduire les menaces portées aux États-Unis ? Selon Jeremy Pressman, rien n'est moins sûr.

L'Irak n'a pas plié devant les États-Unis, mais devant leur intervention militaire. Cela démontre déjà un problème de crédibilité dans la stratégie de dissuasion par l'usage de la force. De plus, à bien y regarder, la puissance militaire américaine n'a pas changé grand-chose. Par exemple, certains responsables américains croyaient pouvoir mettre en place des régimes démocratiques au Moyen-Orient en appliquant la théorie des dominos. Or la dissuasion démocratique ne semble pas avoir eu de succès. En Iran, lors des dernières élections, on a pu voir poindre une menace grandissante pour le modèle « proposé » par les États-Unis. Symptôme de cette menace : les réformistes étaient quasi absents lors du dernier scrutin.

Il en va de même pour la Syrie. Même si elle semble s'être rapprochée des Américains, elle continue à mener une répression violente sur les minorités présentes sur son territoire. Ce type de situation peut être observé dans d'autres pays de la région moyen-orientale, et notamment en Égypte, en Arabie Saoudite ou au Pakistan.

Quelles sont les conclusions qui peuvent être tirées par rapport à la situation actuelle des États-Unis face au Moyen-Orient ? Pour répondre à cette question, il faut se demander si la politique qu'ils appliquent est efficace. Selon toute vraisemblance, ce n'est pas le cas et ce, pour deux raisons majeures :

1. Les pertes humaines sont plus élevées que ce qu'avait prévu l'Administration américaine ;
2. Le modèle démocratique ne semble pas s'être propagé dans la région du Moyen-Orient.

Ainsi, selon Jeremy Pressman, il faut commencer à définir les scénarii qui permettront aux États-Unis de sortir efficacement de ce borbier. En d'autres termes, il faut trouver une « *Exit Strategy*. »



Jeremy Pressman a ajouté que le problème israélo-palestinien contribuait également à l'échec des États-Unis au Moyen-Orient. Deux points sont à la base de cette vision des choses :

1. Bush a une approche très différente de Clinton face à ce conflit, surtout sur la question de Jérusalem ;
2. La population arabe est persuadée que Sharon est la marionnette des Américains.

Pour finir, Jeremy Pressman a posé deux questions par rapport à la crise irakienne. Il s'est demandé, d'une part, si la façon dont l'Europe avait réagi n'était pas révélatrice d'un certain détachement des puissances moyennes face à l'hégémonie américaine et, d'autre part, si le cas de l'Irak ne sonnait pas le glas de l'hégémonie américaine.

IMPLICATIONS OF IRAQ FOR CANADA AND FOR THE MIDDLE EAST

The Iraq Conundrum: A Canadian Critique

Ambassador Michael Bell

Senior Scholar in Diplomacy, Munk Centre for International Studies, University of Toronto

Le rôle unique d'hégémon que les États-Unis posséderont vraisemblablement au cours du nouveau siècle demandera de leur part d'élaborer des politiques originales. Le Canada, de son côté, devra s'adapter à cette réalité. Par ailleurs, il n'est pas évident que les États-Unis et la Canada s'entendent automatiquement sur les modalités de l'ordre international recherché par les États-Unis. Michael Bell entrevoit ainsi un Canada qui, pour diverses raisons, ne pourra adopter la même vision que celle des États-Unis. Par exemple, le Canada ne s'est jamais senti vraiment menacé par Oussama ben Laden et Al Quaida, car il n'a jamais connu d'attentats terroristes de l'ampleur du 11 septembre 2001. De plus, le gouvernement canadien est demeuré sceptique face à la menace réelle que représentait le régime de Saddam Hussein pour la sécurité américaine. Les liens entre les groupes terroristes islamiques et le gouvernement irakien n'ont jamais été considérés comme crédibles par Ottawa. Le Canada, de par sa puissance limitée, préfère de loin le mode de gestion multilatéral des problèmes internationaux et est ainsi un important défenseur de la légitimité de l'institution onusienne.

Cette vision canadienne est mal comprise à Washington. Pour le gouvernement américain, les valeurs partagées par les États-Unis et le Canada devraient amener les deux États à considérer, ensemble et de manière similaire, les menaces à l'ordre international et les solutions à apporter pour sauvegarder cet ordre. Ainsi, Washington attend du Canada



qu'il comprenne la nécessité de l'usage de la force pour assurer la paix au Moyen-Orient et, qu'en ce sens, la première étape devait nécessairement être la destitution de Saddam Hussein. D'autant plus que, pour le Président W. Bush, il s'agissait d'une mission divine, puisqu'il croyait – et croit toujours – avoir été choisi par Dieu pour diriger les États-Unis dans la tourmente de l'après-11 septembre.

Michael Bell note que le mythe des « valeurs convergentes », tel qu'interprété par les États-Unis, a été étudié par Michael Adams dans son livre *Fire and Ice: The United States, Canada, and the Myth of Converging Values* (2004, Penguin Books, 240 p.). Dans cet ouvrage, Adams fait ressortir que les « valeurs américaines » prédominant statistiquement dans les discours sont la survie (*suviaval*), la sécurité (*security*) et la légitimité (*authority*). Du côté canadien, ce sont plutôt les valeurs de l'individualisme, de l'idéalisme et de l'autonomie qui priment. Par ailleurs, Michael Bell a fait remarquer que la notion d'individualisme, bien que partagée par les peuples américains et canadiens, n'a pas la même connotation d'un côté et de l'autre de la frontière. L'individualisme américain est atomistique, alors que l'individualisme canadien sous-entend une idée de responsabilité sociale incombant aux individus.

En ce qui a trait au rôle du Canada dans le système sécuritaire du Moyen-Orient après l'intervention américaine en Irak, Michael Bell considère que le refus canadien de s'impliquer dans les opérations armées découle directement de la divergence des valeurs entre les États-Unis et le Canada. Le gouvernement préfère s'impliquer en Afghanistan, justement pour ne pas avoir à participer à l'effort militaire en Irak. Cette décision a été prise malgré l'importance que le Canada accorde à sa relation bilatérale avec les États-Unis. Pour essayer de contrer les effets négatifs d'une telle décision, le gouvernement canadien a cru bon, en contrepartie, de faire des concessions sur les demandes américaines visant à renforcer la sécurité frontalière entre les deux États.

La raison pour laquelle le Canada est demeuré sceptique face à l'opération militaire en Irak est qu'Ottawa n'a jamais cru en la possibilité d'une démocratisation par la force. Personne au gouvernement ne sera surpris si les efforts américains ne portent pas fruit, car on s'imagine fort mal comment un projet de reconstruction étatique ne prenant pas en compte les facteurs culturels et traditionnels pourrait aboutir. Le Canada semble donc préférer investir ses énergies dans des projets liés à la reconstruction de l'Irak (entraînement des forces policières, amélioration du rendement agricole des zones fluviales) ; projets pour lesquels l'expertise canadienne est déjà grandement reconnue.

Iraq and Palestine: The Arab Debate on U.S. Foreign Policy



Sami Aoun

Chercheur associé, Chaire Raoul-Dandurand et professeur, Université de Sherbrooke

L'intervention de Sami Aoun a été divisée en quatre parties et concernait avant tout l'impact de la stratégie de réforme du Moyen-Orient sur l'avenir des relations entre les acteurs de la région et les États-Unis. Avancée par l'Administration W. Bush, cette stratégie devait débiter par le renversement de régime en Irak.

Dans un premier temps, Sami Aoun s'est demandé la manière dont les populations arabes devaient réagir face à la présence des forces militaires américaines sur leur territoire. La dernière intervention américaine en Irak s'est inscrite dans une longue lignée d'interventions occidentales dans la région, l'une des plus marquante étant celle menée par Napoléon Bonaparte en 1798. Si l'on se fie à ce précédent historique, l'invasion pourrait être le point de départ d'une renaissance arabe. Bien sûr, cette éventuelle renaissance devra trouver le moyen d'harmoniser les valeurs islamiques avec les répercussions de l'impérialisme occidental. Ceci ne sera probablement pas facile à réaliser, car l'initiative lancée par le Président W. Bush attend des pays arabes qu'ils fassent des concessions, alors même qu'il réserve à l'Amérique le droit de ne pas en faire. Ceci fonctionne peut-être face à la Syrie, qui s'est montrée plus docile et positive face à la politique étrangère américaine mais, dans l'ensemble, cette attitude force les peuples arabes à choisir entre patriotisme et libéralisme.

Dans un deuxième temps, Sami Aoun s'est interrogé sur l'efficacité de la violence politique pour contrecarrer les visées américaines au Moyen-Orient. Cette question demeure un débat ouvert chez les intellectuels arabes. Avec cette idée, il y a alors un risque de considérer que la deuxième Intifada des Palestiniens aura permis d'obtenir d'Israël son retrait de la Bande de Gaza et, par conséquent, que la violence constitue un instrument tout aussi efficace contre « l'occupation » américaine en Irak. Dans un contexte où 62 % des Irakiens espèrent un départ prochain des troupes américaines, envisager la violence comme un moyen plus adéquat que la mobilisation démocratique peut être dangereux.

En troisième lieu, Sami Aoun s'est interrogé sur la possibilité de voir la démocratie fleurir en Irak, au Moyen-Orient et dans le monde musulman en général. La démocratie, au sens occidental du terme, ne réussira jamais à s'implanter dans le monde arabe, car celle-ci ne fait pas partie ni de la culture arabe ni de la culture musulmane. Par contre, la démocratie, en tant que valeur universelle, peut très bien atteindre le Moyen-Orient. En ce sens, les attentats du 11 septembre 2001 devraient être considérés comme un rappel de la confrontation vers laquelle les conservateurs islamiques veulent mener l'ensemble des populations arabes.



Finally, for Sami Aoun, it is necessary to think now about the form that will take a regional order in the Middle East after the departure of the United States. Once the American withdrawal has begun, the region will probably not know a lasting peace. Syria does not seem capable of managing the chaos that its neighbor Iraq has known since last year. Turkey, for its part, is concerned above all with the fate of Kurdistan, as well as the network of oil pipelines from Iraq to its territory. The ultraconservative clerical leaders of Iran, for their part, seem to be benefiting from the chaos that reigns in Iraq in order to try to gain the support of the Shia populations. The Iraqis are therefore confronted with these different hegemonic attempts that are clashing. The best way for the Iraqis to deal with these actors remains the consolidation of the mobilization, the mechanisms and the democratic institutions.

The interventions of the speakers have generated many comments and questions from the participants and participants. However, certain subjects seemed to channel the discussions: the inevitability of war in Iraq, the role of Western states in reconstruction and the importance of public opinion. The responses of the speakers allowed the debates to be broadened and the discussion to be opened. The colloquium *Iraq: nouvelle légitimité, nouveaux enjeux* has favored the exchanges between the invited experts and the participants and participants and achieved, thus, its objective of informing society.